



## CHAPITRE 102

## CHAPTER 102

Loi modifiant la charte de la ville de  
Jacques-Cartier

An Act to amend the charter of the town  
of Jacques Cartier

[Sanctionnée le 5 avril 1950]

[Assented to, the 5th of April, 1950]

Préam-  
ble.

**A**TTENDU que la ville de Jacques-Cartier a, par sa pétition représenté qu'il est de l'intérêt de sa bonne administration que sa charte, la loi 11 George VI, chapitre 102, modifiée par la loi 12 George VI, chapitre 74, soit de nouveau modifiée de manière à lui donner certains pouvoirs nécessaires à raison de ses besoins particuliers, notamment en ce qui concerne la répartition du coût de l'entretien des rues et chemins, le contrôle du développement immobilier, le droit d'exiger des permis des véhicules commerciaux et des véhicules de livraison et de réglementer ces derniers, le droit d'exiger une taxe d'affaires basée sur la valeur locative des lieux, et, enfin, l'expropriation des rues et ruelles;

Attendu qu'il y a lieu de décréter que le mandat du maire et des échevins sera désormais de trois années et de changer les date et heures des élections, de manière à faciliter à la population ouvrière l'exercice de ses droits de citoyens, et à cette fin modifier certains articles de la Loi des cités et villes;

Attendu qu'il y a lieu d'interpréter l'article 5 de la loi 12 George VI, chapitre 74 relatif à certaines répartitions de même que l'article 541 de la Loi des cités et villes et, à cette fin y apporter des amendements;

Attendu qu'il y a lieu de ratifier le règlement 45 relativement à la construction de canalisation d'eau et d'égout adopté

**W**HEREAS the town of Jacques Cartier has, by its petition, represented that it is in the interest of its good administration that its charter, the act 11 George VI, chapter 102, amended by the act 12 George VI, chapter 74, be again amended in order to give it certain necessary powers because of its particular needs, especially as regards the apportionment of the cost of the maintenance of streets and roads, the control of real estate development, the right to exact licences for commercial and delivery vehicles and to regulate same, the right to exact a business tax based on the rental value of premises, and, finally, the expropriation of streets and lanes;

Whereas it is expedient to enact that the mandate of the mayor and of the aldermen shall hereafter be for three years and to change the date and hours of the elections, so as to facilitate to the working people the exercise of their rights of citizens, and for this purpose, amend certain sections of the Cities and Towns Act;

Whereas it is expedient to interpret section 5 of the act 12 George VI, chapter 74 relating to certain apportionments as well as section 541 of the Cities and Towns Act and, for such purpose to make amendments thereto;

Whereas it is expedient to ratify by-law 45 regarding the construction of water and sewer canalisation passed by the council of

Preamble.

par le conseil de la pétitionnaire, et, à cette fin, modifier ou remplacer les articles 439, 440 et 441 de la Loi des cités et villes;

Attendu qu'il est à propos de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

**1. L'article 135 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:**

**"135.** Chaque année, avant le 1er avril le greffier dresse ou fait dresser sous sa direction, de la manière ci-après indiquée, une liste, pour la municipalité, des personnes inscrites sur le rôle d'évaluation, ainsi que sur le rôle de perception des taxes de la municipalité et possédant le sens électoral requis."

S.R.,  
c. 233,  
a. 135,  
remp.  
pour la  
ville.

Époque  
de la con-  
fection.

**2. L'article 143 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:**

**"143.** Si, le troisième jour du mois d'avril, le greffier n'a pas fait la liste alphabétique des électeurs ou n'a pas donné et publié l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat ou le magistrat de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste alphabétique des électeurs."

S.R.,  
c. 233,  
a. 143,  
remp.  
pour la  
ville.

Greffier  
spécial.

**3. L'article 173 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:**

**"173.** L'élection générale du maire et des échevins de la municipalité a lieu tous les trois ans, le premier samedi juridique de juin, conformément aux dispositions ci-après.

S.R.,  
c. 233,  
a. 173,  
remp.  
pour la  
ville.

Date des  
élections.

the petitioner, and, for such purpose, to amend or replace sections 439, 440 and 441 of the Cities and Towns Act;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1. Section 135 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques-Cartier, by the following:**

**"135.** Prior to the first of April of each year, there shall be prepared by the clerk, or under his direction, in the manner hereinafter mentioned, a list for the municipality of the names of persons entered on the valuation roll as well as on the collection roll of the municipality and qualified to be entered in the electoral list."

R.S.,  
c. 233,  
s. 135, re-  
placed for  
town.

Time of  
prepara-  
tion.

**2. Section 143 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques-Cartier, by the following:**

**"143.** If the clerk has not made the alphabetical list of electors, or has not given or published the notice required by section 139, by the third day of April the judge of the Superior Court for the district, or, in the event of the absence of such judge or of his inability to act a judge of a neighbouring district, or the Magistrate's Court, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, shall appoint a special clerk to prepare the alphabetical list of electors."

R.S.,  
c. 233,  
s. 143, re-  
placed,  
for town.

Special  
clerk.

**3. Section 173 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques-Cartier, by the following:**

**"173.** The general election for mayor and aldermen of the municipality shall be held every three years, on the first juridical Saturday of June, in accordance with the provisions hereinafter contained.

R.S.,  
c. 233,  
s. 173, re-  
placed for  
town.

Date.

Change-  
ment.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de la municipalité concernée, changer la date des élections et celle de la présentation des candidats par lettres-patentes.

Procédu-  
re.

Les procédures et les avis sur cette demande sont, autant que possible, les mêmes que ceux requis pour l'obtention des lettres-patentes en vertu des articles 12 et suivants de la présente loi.

Avis.

Avis de ce changement doit être publié dans la *Gazette officielle de Québec* et dans le volume des statuts adoptés à la session alors prochaine de la Législature."

S.R.,  
c. 233,  
a. 175,  
remp.  
pour la  
ville.Secrétaire  
d'élec-  
tion.

4. L'article 175 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

"175. Dix jours au moins avant le dernier samedi de mai dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur, par une commission sous sa signature, et suivant la formule 5, doit nommer un secrétaire d'élection et peut en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés."

S.R.,  
c. 233,  
a. 179,  
remp.  
pour la  
ville.Avis de  
l'élection.

5. L'article 179 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

"179. Huit jours au moins avant le dernier samedi juridique de mai, dans l'année où une élection générale a lieu, l'officier-rapporteur doit donner avis public, suivant la formule 7 sous sa signature annonçant:

1° Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la présentation des candidats;

2° Le jour auquel les bureaux de votation seront ouverts pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

3° La nomination du secrétaire d'élection."

S.R.,  
c. 233,  
a. 181,  
remp.  
pour la  
ville.

6. L'article 181 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

The Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, upon the application of the council of the municipality concerned, change the date for the elections and the date for the nomination of candidates.

The proceedings and notices for such application shall, as far possible, be the same as those required for obtaining letters patent under sections 12 and following of this act.

Notice of such change must be published in the *Quebec Official Gazette* and in the volume of the statutes passed at the then next session of the Legislature."

4. Section 175 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

"175. At least ten days before the last Saturday of May in the year in which a general election is to be held, the returning-officer, by a commission under his hand, in the form 5, shall appoint an election clerk, and may, at any time during the election, appoint in the same manner, another election clerk, if the first one appointed resigns or refuses or is unable to perform his duties as such clerk."

5. Section 179 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

"179. Eight days at least before the last juridical Saturday of May, in the year in which a general election is to be held, the returning-officer shall give public notice, in the form 7, over his signature, setting forth:

1. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

2. The day on which the poll for taking the votes of the electors will be held in case a poll is necessary;

3. The appointment of the election clerk."

6. Section 181 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

Date.

**"181.** La présentation des candidats à une élection générale a lieu le dernier samedi juridique de mai, de midi à deux heures de l'après-midi. Si ce jour est férié, elle a lieu le premier jour juridique qui suit cette date, aux mêmes heures."

Disposi-  
tions  
temporai-  
res.

**7.** Les dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 ci-dessus s'appliqueront à la prochaine élection générale du maire et des échevins de la ville de Jacques-Cartier, en sorte que telle élection ait lieu le premier samedi juridique de juin 1951; et le mandat du maire et des échevins présentement en office ou de leurs successeurs, au cas d'élections partielles dans l'intervalle, est par les présentes, à cette fin prolongé depuis le premier jour juridique de février 1951 jusqu'à l'entrée en fonction, conformément à l'article 50 de la Loi des cités et villes, du maire et des échevins élus le premier samedi juridique de juin 1951.

S.R.,  
c. 233,  
a. 210,  
remp.  
pour la  
ville.

**8.** L'article 210 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Heures du  
scrutin.

**"210.** Les bureaux de votation doivent être ouverts à huit heures du matin et rester ouverts jusqu'à huit heures de l'après-midi du même jour. Chaque sous-officier-rapporteur est tenu de recevoir, pendant ce temps, dans le bureau de votation qui lui est assigné, de la manière ci-dessous prescrite, les votes des électeurs ayant droit de vote à ce bureau; mais depuis six heures jusqu'à huit heures, les ouvriers, artisans et employés de manufactures ont la préséance pour déposer leur vote."

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**9.** Le paragraphe 1° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Rues.

**"1°** Sujet aux dispositions de la Loi relative aux rues publiques (chap. 242), pour ordonner l'ouverture de nouvelles rues, la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou le changement des rues existantes, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien des rues de la municipalité, aux frais, en tout ou en partie, de la muni-

Date.

**"181.** The nomination of candidates at a general election shall be held on the last juridical Saturday of May, from noon to two o'clock in the afternoon. If such day be a holiday, it shall be held on the first juridical day following such date, and during the same hours."

Tempora-  
ry provi-  
sions.

**7.** The provisions of the above sections 1, 2, 3, 4, 5 and 6 shall apply at the next general election of mayor and aldermen for the town of Jacques Cartier, so that such election shall be held on the first juridical Saturday of June 1951; and the mandate of the mayor and of the aldermen now in office or their successors, in the event of by-elections in the interval, is hereby, for such purpose, prolonged from the first juridical day of February 1951, until the entering into office, in accordance with section 50 of the Cities and Towns Act, of the mayor and of the aldermen elected on the first juridical Saturday of June 1951.

S.R.,  
c. 233,  
s. 210, re-  
placed for  
town.

**8.** Section 210 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques-Cartier, by the following:

Hours for  
polling.

**"210.** The poll shall be opened at the hour of eight of the clock in the forenoon and kept open until eight of the clock in the afternoon of the same day. Each deputy returning-officer shall, during that time, in the polling-station assigned to him, receive, in the manner hereinafter prescribed, the votes of the electors duly qualified to vote at such polling-station; but, from six o'clock until eight o'clock, workmen, artisans and employees in factories shall have precedence in voting."

S.R.,  
c. 233,  
s. 429,  
am. for  
town.

**9.** The paragraph 1 of section 429 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

Streets.

**"1.** Subject to the provisions of the Public Street Act (Chap. 242), to order the opening of new streets, the closing, the widening, extension or changing of existing streets, and to prescribe the manner of making and maintaining the streets of the municipality wholly or partly at the expense thereof or of the wards of the



cipalité ou des quartiers de la municipalité que telles rues desservent ou des propriétaires de terrains voisins, selon que le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux conditions qu'il trouve convenables; toutefois, le règlement décrétant la fermeture d'une ou de plusieurs rues, doit pourvoir à l'indemnité, s'il y a lieu, et est sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec avant d'entrer en vigueur;".

municipality which such streets serve or of the owners of adjoining lots, as the council may deem expedient, according to such plans and on such conditions as it may deem advisable; however, the by-law ordering the closing of one or of several streets must provide for the indemnity, if there be occasion therefor, and shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission before coming into force;".

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**10.** Le paragraphe 8° de l'article 429 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Nouvelles  
rues, etc.

"8°. Pour fixer l'emplacement des rues sur un terrain que le propriétaire subdivise en lots à bâtir dans les limites de la municipalité; pour prohiber ces subdivisions et emplacements de rues lorsqu'ils ne coïncident pas avec le plan général de la municipalité, et pour obliger les propriétaires de rues et de ruelles privées à indiquer que ces rues et ruelles n'appartiennent pas à la municipalité;

Terre subdivisée.

b. pour décréter que, de fait, le propriétaire d'une terre ou partie de terre a subdivisé cette terre ou partie de terre en lots à bâtir lorsque, sans qu'il ait été soumis à l'approbation du conseil ni déposé au bureau d'enregistrement de plan de subdivision de telle terre, ou partie de terre, des portions en ont été vendues ou concédées par le propriétaire au moyen de promesses de vente ou contrats similaires à des acquéreurs ou promettants-acquéreurs qui y ont bâti ou se proposent d'y bâtir, si, dans la discrétion du conseil, ces portions de terre sont de formes et de dimensions telles qu'elles constituent véritablement des lots à bâtir et si le nombre des ventes ou concessions faites est suffisant dans la discrétion du conseil pour donner lieu de croire qu'une subdivision a été de fait préparée;

Approba-  
tion du  
plan.

c. pour ordonner dans les cas ci-dessus mentionnés que le plan de subdivision soit soumis à l'approbation du conseil et que le dépôt de la subdivision en soit fait après telle approbation obtenue au bureau d'enregistrement, le tout sous tel délai qu'il détermine;

**10.** The paragraph 8 of section 429 of R.S., the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

New  
streets,  
etc.

"8. a. To regulate the laying out of the streets upon any land situated within the municipality, and which the owner is subdividing into building lots, and to prohibit any such subdivision or laying out of streets whenever the same does not coincide with the general plan of the municipality, and to compel the owners of private streets and lanes to indicate that the same do not belong to the municipality;

b. To enact that, in fact, the owner of a farm or part of same has subdivided such farm or a part thereof into building lots when, without a plan of subdivision of such farm or part thereof having been submitted to the approval of the council or filed in the registry office, portions of same have been sold or conceded by the owner by promises of sale or similar contracts to purchasers or to those promising to purchase who have built thereon or promised to build thereon, if, in the discretion of the council, such portions of land are of such forms and dimensions as to truly constitute building lots and if the number of sales or concessions made is sufficient in the discretion of the council to lead one to believe that a subdivision has in fact been prepared;

Subdivi-  
ed farm.

c. To order in the above-mentioned cases that the plan of subdivision be submitted to the approval of the council and that the filing of the plan of subdivision be made after such approval is obtained at the registry office, the whole within such delay as it shall determine;

Approval  
of plan.

Interdiction, etc.	<i>d.</i> pour interdire, à défaut de l'approbation et du dépôt de la subdivision dans le délai imparti, toute construction sur la terre ou partie de terre en question et ordonner la démolition des constructions faites en contravention des règlements;	<i>d.</i> To forbid, failing approval and filing of the subdivision plan in the delay prescribed, any building on the farm or part thereof in question and to order the demolition of the buildings constructed in contravention of the by-laws;	Interdiction, etc.
Conditions.	<i>e.</i> pour décréter qu'il ne sera approuvé de plan de subdivision de terre en lots à bâtir qu'à la condition que le propriétaire s'engage à ouvrir, niveler et égoutter les rues prévues au plan de subdivision et à en faire ensuite dédicace à la municipalité;	<i>e.</i> To decree that no plan of subdivision of land into building lots shall be approved except on the condition that the owner undertake to open, level and drain the streets provided for by the plan of subdivision and to then dedicate same to the municipality;	Conditions.
Idem.	<i>f.</i> pour interdire, après qu'une subdivision a été déposée, qu'il ne soit accordé de permis de construire sur les lots de cette subdivision avant que la rue en front des lots où l'on veut construire n'ait été ouverte, nivelée et égouttée par le propriétaire de la terre subdivisée et ensuite dédiée par ce dernier à l'autorité municipale."	<i>f.</i> To forbid, after a plan of subdivision has been filed, that a permit be granted to build on the lots of such subdivision until the street fronting the lots on which it is intended to build has been opened, levelled and drained by the owner of the subdivided land and then dedicated by him to the municipal authority."	Idem.

S.R.,  
c. 233,  
a. 429,  
am. pour  
la ville.

**11.** Le paragraphe 27° *b* de l'article 429 de la Loi des cités et villes édicté par l'article 7 de la loi 11 George VI, chapitre 59 est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Taxis.

"27° *b*. Pour obliger tout propriétaire de taxi à obtenir de la corporation un permis annuel n'excédant pas vingt-cinq dollars et tout conducteur de taxi autre que le propriétaire de la voiture, à obtenir de la corporation un permis annuel de deux dollars;"

**11.** Paragraph 27*b* of section 429 of the Cities and Towns Act enacted by section 7 of the act 11 George VI, chapter 59, is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

"27*b*. To oblige every taxi owner to obtain from the corporation an annual license not exceeding twenty-five dollars and every taxi driver other than the owner of the vehicle to obtain from the corporation an annual license of two dollars;"

S.R.,  
c. 233,  
a. 439,  
rempl.  
pour la  
ville.

**12.** L'article 439 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Taxe spéciale.

"**439.** Le conseil peut, dans le but de rencontrer les intérêts des sommes dépensées pour la construction d'aqueduc, puits publics, citernes ou réservoirs et de créer un fonds d'amortissement, imposer, par règlement, une taxe spéciale annuelle du taux qu'il détermine, sur la valeur cotisée de tout immeuble en face duquel des conduites d'eau sont posées par la municipalité.

**12.** Section 439 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

"**439.** The council may, by by-law, in order to meet the interest on the sums expended in the construction of water-works, public wells, cisterns or reservoirs, and to establish a sinking-fund, impose an annual special tax at a rate to be fixed by it, on the assessed value of any immovable in front of which water conduits are being laid by the municipality.

Fonds d'amortissement.

Le fonds d'amortissement créé en vertu du présent article est placé et administré comme celui mentionné en l'article 586.

The sinking-fund created by virtue of this section shall be invested and managed in the same manner as that mentioned in section 586.

Effet rétroactif.

Le présent article a son effet à compter du 15 novembre 1949."

S.R., c. 233, a. 440, remp. pour la ville.

**13.** L'article 440 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Responsabilité pour taxes.

**"440.** Cette taxe spéciale est imposée et prélevée même dans le cas où les propriétaires ou occupants ne se serviraient pas de l'eau de l'aqueduc, pourvu que la municipalité ait signifié à ces propriétaires ou occupants qu'elle est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis de leurs immeubles respectifs.

Effet rétroactif.

Le présent article a son effet à compter du 15 novembre 1949."

S.R., c. 233, a. 441, remp. pour la ville.

**14.** L'article 441 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Taxe foncière spéciale.

**"441.** Sur requête, signée par la majorité des propriétaires des immeubles affectés, cette majorité devant être en nombre et en raison du front de leurs immeubles, le conseil a le pouvoir d'imposer et de prélever une taxe foncière spéciale, payable par versements annuels, pendant une période de temps n'excédant pas quarante ans, avec intérêt sur toute balance restant due au taux de six pour cent par an, sur les immeubles en face desquels des conduites d'eau sont posées par la municipalité, afin de payer le coût de ces conduites, quelle que soit la dimension d'une conduite d'eau ainsi posée, il ne pourra être prélevé sur les propriétaires riverains plus que la proportion du coût d'une conduite de six pouces de diamètre.

Imposition.

La taxe autorisée par le présent article est imposée à raison du front desdits immeubles.

Effet rétroactif.

Le présent article a son effet à compter du 15 novembre 1949."

S.R., c. 233, a. 523, am. pour la ville.

**15.** Le premier alinéa et le paragraphe 1° de l'article 523 de la Loi des cités et villes sont remplacés, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

Taxes sur:

**"523.** Le conseil peut imposer et prélever annuellement:

This section shall have effect as from the 15th of November 1949."

Retroactive effect.

**13.** Section 440 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

R.S., c. 233, s. 440, replaced for town.

**"440.** Such special tax shall be imposed and levied, even upon the owners or occupants not availing themselves of the water from the water-works; provided that the municipality has notified such owners or occupants, that it is prepared, at its own expense, to bring the water to the line of the street opposite their respective immovables.

Liability for tax.

This section shall have effect as from the 15th of November 1949."

Retroactive effect.

**14.** Section 441 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

R.S., c. 233, s. 441, replaced for town.

**"441.** Upon a petition, signed by the majority of the owners of immovable property affected, such majority being both in number and by reason of feet frontage of their properties, the council shall have power to impose and levy a special real tax, payable by annual instalments, during a period of not more than forty years, with interest on all balances remaining due at the rate of six per cent per annum, on the immovables facing the water conduits constructed by the municipality, to pay the cost of the same. Of whatever dimensions a water conduit, thus constructed, may be, there shall not be levied on the bordering proprietors more than their proportion of the cost of a six inch diameter conduit.

Special real tax.

The tax authorized under this section shall be imposed according to the frontage.

Basis.

This section shall have effect as from November the 15th, 1949."

Retroactive effect.

**15.** The first paragraph and paragraph 1 of section 523 of the Cities and Towns Act are replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

R.S., c. 233, s. 523, am. for town.

**"523.** The council may impose and levy annually:

Tax on:

Magasins, etc. 1° Sur tous magasins, voutes, entrepôts ou hangars où sont tenus, par des marchands ou des commerçants et exposés en vente ou gardés des marchandises ou effets de commerce: sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé et sur tous clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente, une taxe n'excédant pas huit pour cent de la valeur annuelle des lieux, telle qu'inscrite au rôle d'évaluation;".

S.R., c. 233, a. 541, remp. pour la ville. **16.** L'article 541 de la Loi des cités et villes, remplacé par l'article 6 de la loi 9 George VI, chapitre 52 est de nouveau remplacé, pour la ville de Jacques-Cartier, par le suivant:

État des taxes. **"541.** A l'expiration du délai de vingt jours, le trésorier doit transmettre, par la poste, à toute personne inscrite au rôle de perception comme contribuable, un état des taxes et sommes de deniers qu'elle doit à la corporation d'après ledit rôle.

Envoi. Cet état est envoyé aux frais de la corporation.

Demande de paiement. Après trente jours de cet envoi, le trésorier doit faire à chaque contribuable, sous pli recommandé, une demande de paiement de toutes les taxes et sommes de deniers qu'il doit à la corporation d'après le rôle de perception.

Honoraires. Le trésorier a le droit de percevoir de la corporation un honoraire de vingt-cinq cents pour la préparation et l'expédition de cette dernière demande de paiement, dont les frais de poste sont payés par la corporation. Ces frais et ces honoraires sont ajoutés aux sommes dues par le contribuable et assimilés à des taxes pour toutes fins.

Dispositions applicables. Les dispositions des articles 366, 367 et 368 de la présente loi s'appliquent à la transmission de l'état, de même qu'à la demande de paiement ci-dessus mentionnées."

1948, c. 74, a. 5, remp. **17.** L'article 5 de la loi 12 George VI, chapitre 74 est remplacé par le suivant:

Répartition. **"5.** Le conseil de la ville de Jacques-Cartier peut, par résolution, répartir, en tout ou en partie, le coût des travaux d'améliorations locales au montant de cent trente-deux mille dollars ordonnés par di-

1. On all stores, vaults, warehouses or store-houses where are kept by merchants or dealers and exposed for sale merchandise and articles of commerce; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber; and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, a tax of not more than eight per cent of the annual value of the premises as entered on the valuation roll;".

**16.** Section 541 of the Cities and Towns Act, replaced by section 6 of the act 9 George VI, chapter 52 is again replaced, for the town of Jacques Cartier, by the following:

**"541.** After such twenty days, the treasurer shall transmit, by post, to every person entered on the collection roll as a ratepayer, a statement of the taxes and sums of money owing to the Corporation according to the said roll.

This statement shall be sent at the expense of the corporation.

After thirty days from such sending, the treasurer shall make a demand on each ratepayer, by registered letter, for the payment of all the taxes and sums of money which he owes to the corporation according to the collection roll.

The treasurer shall be entitled to collect from the corporation a fee of twenty-five cents for preparing and sending this last demand for payment, the postage costs of which shall be paid by the corporation. Such costs and fee shall be added to the sums owing by the ratepayer and rank with taxes for all purposes.

The provisions of sections 366, 367 and 368 of this act shall apply to the sending of the statement, as well as to the demand for payment above-mentioned."

**17.** Section 5 of the act 12 George VI, chapter 74 is replaced by the following:

**"5.** The council of the town of Jacques-Cartier may, by resolution, apportion, in whole or in part, the cost of local improvement works to the amount of one hundred and thirty-two thousand dollars ordered



vers règlements de la ci-devant corporation de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil lequel coût n'a pas, en fait, été réparti, mais a été payé à même les fonds généraux ou sur le crédit de cette corporation. Ces répartitions seront faites conformément aux dispositions des règlements qui les autorisent, lesquels sont valides et applicables à la ville de Jacques-Cartier; toutefois le conseil peut modifier les termes de paiement des montants ainsi répartis en les reportant sur une période plus longue, mais qui ne doit pas excéder dix années.

Répartition.

Le conseil peut aussi, s'il le juge à propos, répartir ces montants dans les quartiers qui en ont bénéficié sur les immeubles riverains de chaque rue et en raison du front desdits immeubles. Le présent article a son effet à compter du 11 mars 1948."

Règlement validé.

**18.** Le règlement numéro 45 relatif à la construction d'un service d'aqueduc et d'un système d'égout et autorisant à cette fin un emprunt de cinq millions de dollars tel qu'adopté par le conseil de la ville de Jacques-Cartier, le 15 novembre 1949 est validé et confirmé à toutes fins que de droit; toutefois ledit règlement n'entrera en vigueur qu'après son approbation par le ministre des affaires municipales et la Commission municipale de Québec.

Entrée en vigueur.

**19.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

by various by-laws of the former corporation of the parish of Saint-Antoine de Longueuil, which costs has not in fact been apportioned, but was paid out of the general funds or on the credit of this corporation. Such apportionments shall be made in accordance with the provisions of the by-laws authorizing them, which are validated and applicable to the town of Jacques-Cartier; however, the council may change the terms of payment of the amounts thus apportioned by deferring them for a longer period, but for not over ten years.

The council may also, if it deems fit, apportion such amounts among the wards which have benefitted by same on the immoveables bordering each street according to the frontage of said immoveables. This section shall have its effect as from the 11th of March 1948."

**18.** By-law No. 45 respecting the construction of a waterworks service and a sewer system and authorizing for such purpose a loan of five million dollars, as passed by the town of Jacques Cartier, the 15th of November 1949 is validated and confirmed for all legal purposes; nevertheless the said by-law shall come into force only after its approval by the Minister of Municipal Affairs and the Quebec Municipal Commission.

**19.** This act shall come into force on the day of its sanction.